

Politiques de sécurité et relations communautaires

Du 4 au 5 novembre 2013
Minto Suite Hotel, Ottawa, Ontario

Pour les profils des orateurs, veuillez cliquer [ici](#).
Pour des extraits des présentations, veuillez cliquer [ici](#).

Jour 1 / 4 novembre

Définir le contexte : La dynamique société/sécurité

Perspective politique : Brett Kubicek, gestionnaire, Recherche et relations académiques, Sécurité publique Canada

- Heidi Ellis, Children's Hospital Center for Refugee Trauma and Resilience. [Présentation](#)
- Michelle LeBaron, Université de la Colombie-Britannique.
- Tufyal Choudhury, Université de Durham. [Présentation](#)
- Alia Hogben, Conseil canadien des femmes musulmanes.

Les présentations de ce panel ont principalement abordé le contexte sociétal des communautés musulmanes, en particulier pour les jeunes Somaliens, dans le cas du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni. La principale préoccupation était d'explorer et de comprendre pourquoi les jeunes peuvent devenir ouverts à l'extrémisme violent, en tant qu'idéologie ou pratique, les circonstances qui mènent à ce comportement, et les façons dont les communautés peuvent participer à la prévention de l'extrémisme violent et aux efforts antiterroristes des gouvernements.

Différents projets de recherche visant les sujets ci-dessus ont été présentés, avec un accent sur la méthodologie collaborative spécifique et sur les fondements de cette méthodologie. Des partenariats ont été présentés, entre divers groupes tels que des chercheurs, des jeunes, des communautés, des praticiens, des responsables politiques, des agents d'application de la loi et de sécurité, et la société civile en général. Les discussions ont porté sur :

- la recherche effectuée à l'aide d'outils de recherche semi-structurés ou non structurés (p. ex. entrevues, groupes de discussion), impliquant à la fois des jeunes musulmans et non musulmans, recueillant *leur* compréhension du contexte sociétal et leurs expériences avec des agents et structures de sécurité;
- la recherche en tant que processus de réflexion, incluant les dimensions matérielles, relationnelles et symboliques, c'est-à-dire ce qui est étudié et évalué; comment les communautés et les jeunes perçoivent leur interaction avec les agents et structures de sécurité/sûreté, et comment les chercheurs filtrent l'information; et les significations que prennent les politiques lorsqu'elles sont mises en place, en fonction du contexte sociétal et des perceptions des personnes touchées, respectivement;

- les observations des participants lors de divers événements communautaires, en tant que méthode de recherche utile pour former des relations et pour définir une multitude d'intérêts, de perspectives, et de limites internes et pour permettre une introduction graduelle des discours extrémistes en tant que sujet de recherche. À l'aide de techniques comme l'effet boule de neige des participants, écouter davantage et obtenir une idée plus nuancée de la question visée s'est avéré essentiel pour éviter les perceptions d'être visés pour des raisons de sécurité.

Les résultats de recherche et les conversations pendant l'atelier ont visé les aspects suivants :

i) Les communautés musulmanes ou les jeunes se sentant visés/soupçonnés /victimes de profilage par rapport à la police ou aux forces de sécurité. En général, on a découvert que ces perceptions découlent largement d'expériences de traumatisme et de discrimination, qui ont infligé un sentiment d'aliénation (identification comme cible, menace, sentiment d'être vu comme une menace).

ii) Des questions de différences dans les perceptions et les déterminants des perceptions, incluant :

- les luttes identitaires enracinées dans l'aliénation, le racisme, la marginalisation ou la violence (p. ex. les expériences de réinstallation des réfugiés marqués par le traumatisme, la discrimination durant toute la vie, et des rencontres négatives avec la police)
- la compétence culturelle et les processus d'essentialisation (p. ex. l'homogénéisation des identités ou expériences musulmanes)
- la diversité au sein des communautés (médiée par l'âge, l'ethnicité, le sexe, le statut socioéconomique et l'emplacement géographique)
- la menace, en particulier l'écart entre la façon dont les acteurs de l'état et les communautés perçoivent la menace, ce qui nuit au développement de la confiance et des partenariats (p. ex. extrémisme vs chômage, la sous-performance scolaire, le trafic de drogue, la violence domestique)
- la confiance et les questions de politique étrangère (p. ex. les jeunes identifiant le pays exclusivement avec le gouvernement, en particulier la perception qu'il est « gouverné par de vieux hommes blancs »)

iii) L'importance du dialogue entre les musulmans et les non-musulmans (p. ex. des non-musulmans vivant des « vies parallèles », sans réaliser le profilage et l'hypersurveillance ayant lieu dans le quartier où ils vivent), de même qu'entre les jeunes, les communautés, et les agents/autorités de sécurité. À cet égard, les projets de recherche indiquent les approches fructueuses suivantes :

- Offrir un endroit pour une plus grande expression personnelle et la formation d'une identité positive chez les jeunes musulmans, y compris par l'entremise d'échanges et d'interactions avec des jeunes non musulmans, tout en demeurant critiques des deux côtés, représente une façon de faire des changements et d'engager activement les jeunes dans des routes alternatives pour le changement, en excluant la violence.
- Les communautés peuvent jouer un rôle pour favoriser un cadre de dialogue afin d'appuyer les expériences positives, permettant une plateforme ou un espace pour la compréhension, la discussion pacifique et l'engagement civique démocratique pour résoudre des questions politiques réelles ou perçues, incluant des choix de politique étrangère. Ceci est d'autant plus pertinent étant donné qu'un projet de recherche a découvert que les jeunes avaient tendance à s'identifier aux communautés locales, plutôt qu'avec le Canada dans son ensemble.

- Une identité positive contribue à la résistance à la radicalisation violente. Le travail de sensibilisation avec les communautés est essentiel, mais l'approche doit être positive, autour des questions de résistance par exemple, plutôt que de radicalisation ou de conflit. Les communautés niant que l'extrémisme soit une menace « réelle » constituent un indicateur qu'une vision négative doit être évitée dans le travail de sensibilisation. Au contraire, effectuer de la recherche et de la sensibilisation autour de médias plus positifs, comme les arts ou les écoles par exemple, s'est révélé une technique ayant le potentiel d'engager les jeunes, les parents et les professionnels de sécurité, ce qui favorise aussi un environnement ouvert à la diversité (avec d'excellents résultats concernant les niveaux d'appartenance et de résilience au traumatisme), le développement de la confiance, et la découverte de perspectives et de façons différentes grâce auxquelles les communautés, malgré leurs divisions internes, peuvent représenter un lieu de dialogue et de résilience.
- La recherche participative communautaire (RPC) représente un bon équilibre entre la recherche et l'action pour le bien des communautés elles-mêmes (c.-à-d. le développement de la capacité grâce à l'engagement dans des relations à long terme) et la société en général.
- La transparence, l'information, et la responsabilité de la part des agents de sécurité et de sûreté contribuent au soutien par les communautés des efforts pour prévenir l'extrémisme violent.

Questions pratiques et exemples : Prévention de la radicalisation, déradicalisation et développement de la cohésion sociale

Perspective politique : Shirley Cuillierier, Gendarmerie royale du Canada. [Présentation](#)

- Shiraz Maher, International Centre for the Study of Radicalisation. [Présentation](#)
- Julia Berczyk, Université d'Amsterdam. [Présentation](#)
- Imam Yusuf Badat, Islamic Foundation. [Présentation](#)
- Bob Young, SCRS
- Tiejia Thomas, Université Concordia. [Présentation](#)

La relation entre la communauté de sécurité et d'autres communautés, qui comprend le développement de la confiance, est au cœur des préoccupations politiques. L'accent est placé sur l'identification et l'intervention dans l'espace pré-criminel : développer des relations avec les communautés que la communauté de sécurité considère à risque. Ceci est idéalement fait i) en travaillant avec les intervenants (chercheurs, leaders communautaires, travailleurs sociaux, enseignants) pour surveiller et signaler les indicateurs « non traditionnels » qui mettent les jeunes à risque (p. ex. l'intimidation en ligne, le désengagement, etc.) et pour s'impliquer en temps opportun avec la GRC et appuyer l'intervention; ii) en clarifiant les communications des bureaux centraux aux agents à travers le territoire, avec un accent particulier sur les jeunes désengagés; iii) avec des initiatives de formation pour les agents de la police (travaillant avec les chefs de police).

Les présentations de ce panel ont mis de l'avant des perspectives sur les processus de radicalisation violente et lancé des discussions sur des déterminants de l'extrémisme violent et des façons de le prévenir. L'une des questions ayant catalysé l'attention était la menace venant d'un nombre croissant de ressortissants qui s'engagent dans le combat à l'étranger. Ceci est une préoccupation croissante pour les responsables politiques et la communauté de sécurité. Les défis par rapport à ce phénomène concernent : le processus de radicalisation à cet égard, qui peut avoir lieu « à la maison » ou à l'étranger, et ses facilitateurs non standard; la difficulté d'élaborer une stratégie pour identifier ceux qui reviennent qui

s'engageront dans des activités de menace et les ramifications issues de leur détention au pays; et le manque de cadre juridique clair pour guider l'action. Les dynamiques du phénomène relativement récent des combattants étrangers (principalement en Syrie) n'ont pas encore été étudiées et comprises, incluant sa relation avec Al-Qaeda et le soutien fourni par le groupe (c.-à-d. des techniques changeantes pour attirer et recruter les jeunes hommes). Les discours de la violence jouent un rôle important dans ces dynamiques, même s'ils sont plus introvertis et non anti-occident; c'est-à-dire qu'ils légitiment Al-Qaeda dans de nouveaux contextes (sectarisme, perspectives de violence en Libye, à Bali, en Syrie et en Égypte).

Les stratégies explorées par les présentateurs dans le plan pour diminuer le problème des combattants étrangers ont inclus :

- les contre-discours. Il a été indiqué qu'il existe un manque de contre-discours provenant des communautés et des secteurs politiques (incluant la sensibilisation aux alternatives démocratiques d'engagement civique). Ceci est aggravé par l'ignorance des jeunes des ramifications légales associées au combat à l'étranger.
- l'engagement communautaire et la consultation. Ceci est nécessaire afin de faire face à certains des déterminants sociaux tangentiels de la radicalisation en général : la colère (concernant des questions comme l'avortement, la politique étrangère), le manque de connaissances et d'éducation en matière de religion (par rapport aux jeunes radicalisés et à la société en général), l'isolement (qu'elle soit identitaire ou économique).
- la coopération internationale, en gardant à l'esprit les différences de contexte ayant un impact sur le profil des jeunes engagés dans l'extrémisme violent à l'étranger (p. ex. les combattants étrangers provenant d'Allemagne et de Belgique n'étant pas exclusivement musulmans, contrairement au Canada).
- plus de recherche sur la menace de ceux qui reviennent du combat à l'étranger.

Concernant la coopération internationale et le partage de meilleures pratiques sur les façons d'engager les communautés pour prévenir l'extrémisme violent, les participants à l'atelier ont eu l'occasion de se familiariser avec l'approche en Allemagne, où l'extrémisme est généralement compris comme un phénomène social étendu, pour lequel toutes les parties de la société sont responsables; c'est-à-dire qu'un accent important est placé sur la dimension sociétale et pédagogique dans les efforts pour le prévenir. Les projets préventifs sont intégrés dans les structures visant à contrer d'autres formes d'extrémisme (p. ex. l'extrémisme de droite), la discrimination, et les inégalités sociales. Les politiques d'intégration, le travail social, ainsi que les politiques visant la population musulmane ne sont pas nécessairement mis en place en termes de préoccupation de sécurité, mais plutôt incorporés dans les cadres existants. Il existe toujours un accent sur la lutte à la radicalisation dans les communautés locales, mais celles-ci ne sont pas uniquement comprises comme les communautés musulmanes. Ceci peut s'expliquer par le fait que l'Allemagne a connu une longue tradition d'implication des communautés dans la lutte contre l'extrémisme de droite, avec un cadre politique visant à éviter la création de « communautés suspectes ». Le programme de coaching communautaire est un exemple de partenariat public-privé avec une approche communautaire étendue et un accent particulier sur les composantes idéologiques (bien qu'il n'y ait pas de chaîne de causalité entre idéologie et comportement violent).

En discutant des stratégies et des techniques de sécurité, les réseaux sociaux sont généralement vus comme une plateforme à surveiller pour signaler et bloquer les propos haineux et les discours violents. Une opinion alternative, qui a présenté des affinités avec les mesures antiterroristes plus diffuses et à orientation sociale en place en Allemagne, était de considérer également les réseaux sociaux comme un lieu où un changement positif peut se produire si les jeunes exposés à ces interactions et messages dangereux ont été précédemment éduqués pour demeurer critiques et rejeter les discours de la violence;

c'est-à-dire que la connaissance des réseaux sociaux, l'esprit critique et la citoyenneté numérique doivent être cultivés en tant qu'approches pédagogiques dans l'éducation formelle et informelle.

Jour 2 / 5 novembre

Recherche émergente et encadrement d'un programme de recherche futur

- Sébastien Feve, Institute for Strategic Dialogue.
- Wesley Wark et Patti Lenard, Université d'Ottawa
- Anila Asghar, Université McGill. [Présentation](#)

La recherche émergente présentée dans le premier panel de la deuxième journée a reflété le besoin de recherche interdisciplinaire, collaborative et comparative, visant à créer des liens entre une vaste gamme de questions, de structures et d'agents sociaux, politiques et culturels, afin de mieux comprendre l'environnement de sécurité en constante évolution et les réponses politiques appropriées.

Poursuivant la discussion sur les réseaux sociaux en tant que plateforme pour la diffusion des messages et des discours extrémistes, et considérant les résultats très limités des approches de sécurité à ce jour (c.-à-d. pour arrêter et surveiller le contenu en ligne, ou pour réduire la demande de ce contenu), ainsi que le manque de cadre juridique commun entre les pays à cet égard, un nouveau projet de partenariat est lancé pour combler les lacunes dans la lutte contre le réseautage de l'extrémisme violent. C'est-à-dire que des ressources éducatives de contre-discours seront produites, impliquant pour la première fois une expertise plus large (géants des médias de masse, industries du marketing, milieu universitaire). Ceci inclura des vidéos de contre-message avec une stratégie de diffusion sur mesure, des plans de leçons, des guides d'études, des ateliers de formation, etc. Ce projet sera coordonné par l'Institute for Strategic Dialogue.

Reconnaissant l'importance de l'échelle macro-sociale, une équipe de recherche de l'Université d'Ottawa effectuera un projet explorant les impacts conjoints de la politique de sécurité et de contre-terrorisme et des politiques connexes d'immigration, d'intégration et de citoyenneté sur les minorités canadiennes, en particulier sur les musulmans, en tenant compte des attitudes/perceptions produites dans la population en général par rapport aux minorités par l'entremise des effets partagés de ces politiques. Une dimension intégrale de ce projet sera l'analyse visant : i) les développements clés dans la politique et les déclarations de contre-terrorisme et de sécurité nationale du Canada depuis le 11 septembre, étant donné l'environnement de sécurité en constante évolution; ii) les opinions publiques sur la sécurité nationale au Canada; iii) la couverture par les médias de masse (c.-à-d. la presse écrite majeure au Canada et aux É.-U.) des principaux événements et politiques du Canada en matière de sécurité nationale.

Un autre projet collaboratif mené par une équipe de l'Université McGill, de l'Université York et du North American Spiritual Revival jettera un regard critique sur les processus de développement identitaire de la diaspora musulmane au Canada dans le contexte post-11 septembre, par rapport à un cadre analytique de cohésion sociale. En particulier, il explorera les perceptions d'eux-mêmes des musulmans par rapport à l'environnement de sécurité nationale et de contre-terrorisme, sans exclure la sensibilisation auprès des non-musulmans. Les opinions sur l'identité (religieuse, ethnique, politique), la citoyenneté et l'engagement civique, les relations entre les sexes (dans les sphères publiques et privées) seront recueillies auprès des jeunes et d'autres participants de la communauté grâce à un ensemble de méthodes et d'outils de recherche, y compris des entrevues semi-structurées, des groupes de discussion, l'observation de participants, le discours dans l'espace numérique et l'analyse d'échange.

Aller de l'avant : Nouvelles questions, nouveaux concepts, nouveaux outils – PARTIE 1

Perspective politique : Anna Gray-Henschel, Sécurité publique Canada

- Susan Benesch, American University. [Présentation](#)
- Amar Amarasingam, Université de Waterloo. [Présentation](#)

D'un point de vue politique, Al-Qaeda et ses groupes et individus affiliés demeurent la menace la plus importante à la sécurité nationale; la radicalisation au pays continue d'être une composante cruciale, qui pose des défis de prévention particuliers, étant donné qu'il n'existe pas de profil ou de chemin unique pour ce processus. Le problème des combattants étrangers a été souligné en tant que préoccupation croissante, avec un accent sur la question de savoir si la détention est une approche viable et efficace. Travailler avec les communautés est essentiel pour prévenir l'extrémisme violent, mais la question de savoir si les communautés ont été équipées avec les outils appropriés pour faire face à ce défi a été soulevée en vue d'une considération plus approfondie. La collaboration fluide entre les niveaux locaux, provinciaux, fédéraux et internationaux est toute aussi pertinente dans la lutte contre l'extrémisme violent. Parmi les lacunes de recherche à combler pour une meilleure coordination dans les communautés de sécurité et civiles, l'identification des menaces, des agents de radicalisation (radicalisateurs, leaders charismatiques) et du rôle des réseaux sociaux occupe une place importante. Les participants ont aussi souligné les rôles et les limites du Code criminel et de la législation, ainsi que l'attention qui doit être portée aux impacts différentiels entre les sexes des politiques et programmes de sécurité.

La présentation sur les discours dangereux était étroitement liée aux limites du Code criminel, à l'utilisation des réseaux sociaux en tant que plateforme de messages de radicalisation violente, ainsi qu'à l'importance de la recherche sur les agents de radicalisation. Le concept de discours dangereux a été employé pour désigner le discours incendiaire ayant la capacité de catalyser la violence (p. ex. cautionnant la violence et invitant à prendre part à la violence); il a été soutenu que le manque de consensus sur la signification du concept de discours haineux rend ce concept alternatif non seulement pertinent, mais aussi nécessaire dans les efforts pour prévenir l'extrémisme violent. Le projet de recherche visant à définir cette catégorie le plus clairement possible et à trouver des façons d'interférer avec son impact, sans limiter la liberté d'expression, a défini les critères pour catégoriser un discours comme dangereux; les résultats ont aussi inclus l'identification de Facebook comme la plateforme principale pour la circulation du discours dangereux.

Les participants pouvaient lier ce qui précède à la présentation sur le cas du Sri Lanka, en particulier le rôle que peut jouer le discours dangereux pour enflammer le conflit interethnique (p. ex. vague d'islamophobie) dans le Sri Lanka d'après-guerre, par l'entremise de la plateforme Facebook. La présentation a exploré le contexte social historique spécifique qui a le potentiel de mener à la violence. Les dynamiques de la diaspora tamoule, incluant les tensions/factions intracommunautaires, ont été soulignées par rapport à leur importance dans les relations avec le gouvernement fédéral et avec le gouvernement sri lankais, avec des implications pour la politique étrangère, de même que pour la façon dont les Tamouls sont perçus au Canada par le public en général en termes de sécurité. Des mises en garde ont aussi été soulevées concernant le potentiel de l'utilisation de l'approche de relations communautaires en matière de sécurité nationale dans l'avancement de certains intérêts de la communauté ethnique au niveau politique.

Aller de l'avant : Nouvelles questions, nouveaux concepts, nouveaux outils – PARTIE 2

- Hussein Hamdani, Simpson Wigle Law LLP. [Présentation](#)

- Shahed Amanullah, US State Department

Nonobstant le fait que travailler avec les communautés sur des questions de sécurité marque un changement dans la prévention concernant les stratégies antiterroristes et continue d'être un domaine prioritaire pour les gouvernements autour du monde, le cadre politique dans lequel les interactions entre le gouvernement et les communautés ont lieu est tout aussi important dans les efforts de prévention. Le langage est puissant et il suscite des émotions. Si le discours/texte dangereux a été documenté comme étant essentiel à la façon dont les messages extrémistes circulent sur les réseaux sociaux et attirent des secteurs vulnérables de la population, en particulier les jeunes, le langage politique a également révélé des risques potentiels d'une plus grande aliénation des communautés musulmanes; c'est-à-dire qu'il peut être contre-productif pour engager les principaux acteurs dans la lutte contre la radicalisation vers la violence. Le fait qu'il n'existe pas de chemin unique vers la radicalisation menant à la violence a été renforcé par des participants à diverses occasions; néanmoins, on a également convenu que l'un des filons communs de la radicalisation est un sentiment d'aliénation, de privation des droits civiques ou de victimisation, qui est susceptible d'être renforcé par un langage politique visant indûment un groupe. Selon le point de vue du grand public, en particulier selon les Canadiens musulmans, lorsque le discours politique antiterroriste américain et canadien est comparé, beaucoup de gens estiment que les Canadiens associent plus le terrorisme à l'islam que les Américains. Cultiver un langage politique inclusif en consultation avec les communautés s'est révélé l'une des principales recommandations pour le gouvernement, avec le soutien de voix modérées et modératrices dans les communautés musulmanes et la programmation d'engagement civique pour les jeunes musulmans.

Si développer des contre-discours aux idéologies extrémistes violentes a été vastement mis de l'avant comme un moyen d'augmenter la résilience communautaire et ainsi aborder indirectement le risque de radicalisation vers la violence, il a également été reconnu que, d'un point de vue américain, leur rôle peut être assez limité. Ceci s'explique par le fait qu'ils emploient généralement la logique contre la passion ou l'émotion brute; il a été suggéré que les discours inspirants et inclusifs fonctionnent mieux (p. ex. collecter des fonds pour rebâtir une mosquée, avec la participation de non-musulmans). De plus, bien qu'essayer de surveiller le contenu en ligne pour détecter les discours extrémistes et les façons grâce auxquelles ils attirent les jeunes soit une technique assez utile et puisse avoir des avantages (c.-à-d. être au courant des tendances, des outils, etc.), il a été souligné qu'il est ultimement impossible de retirer le contenu dangereux. Étant donné ce qui précède, la prévention de l'extrémisme violent et du terrorisme doit être complétée par des stratégies qui tirent parti de la force unique des réseaux sociaux (c.-à-d. des conditions de service incluant la responsabilité pour le genre de langage inclus) et qui équipent les jeunes avec le genre de compétences nécessaires pour s'orienter sur les réseaux sociaux et reprendre l'espace social (c.-à-d. connaissances des réseaux sociaux). Les intervenants de sécurité et de sûreté, y compris la société civile en général et les gouvernements, doivent reconnaître et respecter les transformations générées par le développement de la technologie (modernité, internet, liberté d'information), et trouver des moyens de travailler *avec* leurs effets sociaux, incluant les identités perturbées chez les jeunes (p. ex. autonomiser la masse critique des jeunes avec des questions identitaires résolues et améliorer la confiance dans leur identité par l'entremise de programmes de développement de compétences interculturelles, tout en présentant des modèles et des histoires de réussite comme la norme et non l'exception).

En tant que conclusion d'ensemble sur les deux jours d'atelier, favoriser les partenariats avec les communautés en général, et avec les communautés à risque en particulier, a été soulevé comme la stratégie la plus efficace pour prévenir l'extrémisme violent et lutter contre le terrorisme. On a cependant constaté le risque de rendre les communautés à risque responsables de la sécurité sans qu'elles disposent des ressources nécessaires pour aborder de telles questions. On a également noté le danger de sécuritiser

les relations entre le gouvernement et les communautés en question et entre ces dernières et la société civile en général.

Conception de recherche collaborative

- Dan Hiebert, Université de la Colombie-Britannique et Brett Kubicek, Sécurité publique Canada, présentation et discussion.

L'objet de cette dernière séance a été de recueillir les commentaires des participants sur les façons dont la recherche sur les questions de sécurité peut impliquer de multiples intervenants non seulement au stade de la livraison, mais aussi dans le processus de conception de la recherche; des commentaires sur les directions passées, actuelles et futures de la recherche et des ateliers du TSAS ont également été recueillis dans un contexte informel et interactif. On a souligné que Kanishka, en tant qu'initiative de financement, se terminera dans 2 ans, ce qui limite également le nombre de projets sur le même thème pouvant être financés. Ceci sous-tend la nécessité pour différents intervenants de collaborer de façon plus soutenue pour garantir des fonds Kanishka, autant que pour faire face aux questions de sécurité de plus en plus interdépendantes. Le réseau établi grâce à cette initiative de financement peut servir de structure de soutien pour poursuivre la recherche collaborative.

Conception de recherche collaborative. La recherche collaborative entre les chercheurs est depuis longtemps effectuée sur une base régulière. Impliquer différents intervenants (chercheurs, responsables politiques, ONG, etc.) dans un processus de recherche collaborative en plus de consultations dès le début du projet, c'est-à-dire au stade de conception de la recherche, suppose rassembler les secteurs constituants touchés, se mettre d'accord sur ce que sont les connaissances utiles, définir les points d'intersection et élargir cette intersection (bâtir un système interactif), trouver des sources de financement, etc. Le principal défi dans le processus de conception de recherche collaborative est d'approcher une question qui excite l'imagination des chercheurs, qui est nécessaire du point de vue des praticiens, et qui permet l'encadrement de questions de recherche viables. Deux domaines principaux d'intérêt commun ont été identifiés par les participants comme des domaines qui pourraient être explorés davantage en adoptant un paradigme de recherche collaborative :

i) *Évaluation*. L'une des principales préoccupations des responsables politiques est de mesurer l'efficacité de la prévention de l'extrémisme violent et des stratégies antiterroristes en place. Une importante discussion a eu lieu à savoir si l'évaluation pouvait être effectuée et comment elle pouvait l'être (p. ex. pour la stratégie de contre-discours), avec des points de vue allant de l'opinion qu'une période considérable doit passer avant de pouvoir quantifier des changements de comportement, à l'opinion que des modèles contrôlés à petite échelle peuvent être développés sur la base de principes qui pourraient être applicables à une vaste gamme de contextes sociaux, et à l'opinion que des techniques commerciales pourraient être employées pour des tests de communication/message.

ii) *Partenariats communautaires et résilience*. Engager les communautés pour développer la résilience est une stratégie vastement acceptée aux niveaux politiques, et conséquemment, un domaine d'intérêt dans la recherche et la programmation, mais il reste à savoir comment effectuer l'engagement d'un point de vue pratique. Le cas du Danemark et de l'Allemagne a été noté, où l'engagement communautaire est effectué en tant que processus social, impliquant différents intervenants (travailleurs sociaux, thérapeutes, ONG, universitaires, etc.) pour développer des réseaux de soutien. Ceci est un modèle que la GRC voudrait faciliter au Canada concernant différentes questions de sécurité, comme par exemple élargir la conversation à propos des combattants étrangers. En dehors des considérations éthiques, du point de vue des ONG, les partenariats de recherche peuvent poser le défi d'un processus trop long, dans des circonstances où il existe un sentiment d'urgence en matière de résultats; cependant, ces

préoccupations pourraient être réconciliées grâce à la recherche appliquée participative. Une autre préoccupation soulevée a été la frustration potentielle des communautés concernant le fait que leur engagement dans les questions de sécurité est peu susceptible, voire pas du tout, de générer des changements politiques. Une autre perspective a souligné la nécessité de résilience collective, c'est-à-dire des projets et programmes qui engagent également les communautés en général, en particulier

À la fin des deux jours de présentations et de conversations, on a demandé aux participants de participer à un remue-méninges concernant le contenu et le format des séries d'ateliers du TSAS. Parmi les suggestions de séances futures, certains thèmes ont été proposés comme les réseaux sociaux pour les chercheurs; les questions de droit, de justice et d'ordre; les processus de résilience historique des communautés; ou les stratégies d'évaluation. Concernant le format de ces ateliers, la nature interactive et la possibilité d'interagir directement avec les responsables politiques ont été appréciées. Les conversations de type Chatham house (approche alimentée par la demande) ont été mises de l'avant en tant qu'alternative aux présentations formelles pour considération future.